

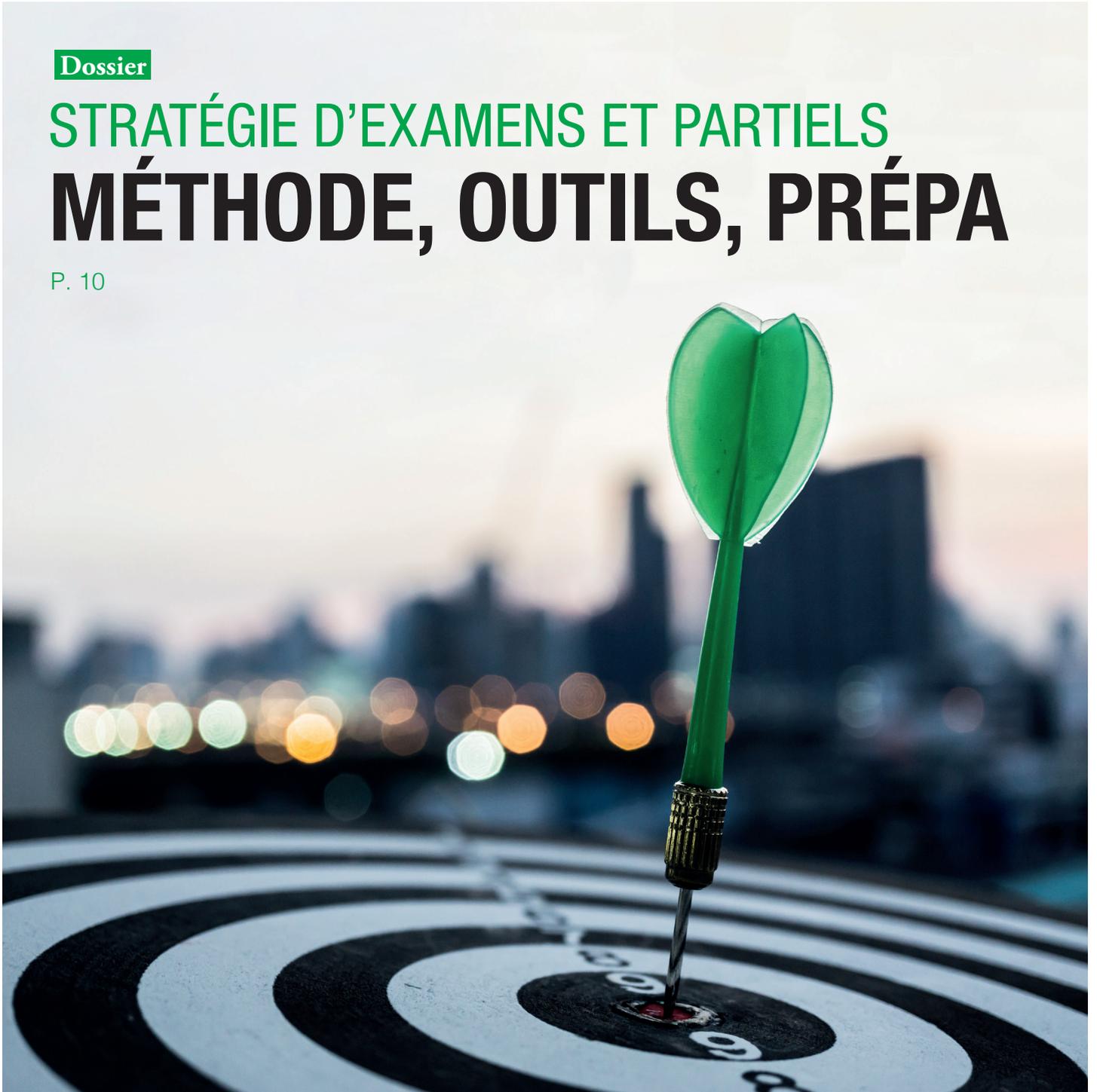
# LE PETIT JURISTE

NOVEMBRE-DÉCEMBRE 2018 / N° 48

**Dossier**

## STRATÉGIE D'EXAMENS ET PARTIELS MÉTHODE, OUTILS, PRÉPA

P. 10



### Plan de carrière L'avis de Pierre Berlioz

« L'EFB avise les jeunes avocats :  
élargissez vos horizons ! »

P. 22

« Le droit  
m'a permis de  
structurer  
ma pensée »



rencontre avec  
**Emmanuel Bréard**,  
Hyperlex

P. 21

**Débat de société**  
Vers une redéfinition  
du concept de filiation ?

P. 18



**98%**

**de réussite\***

**RÉUSSISSEZ  
VOS PARTIELS**

**STAGE INTENSIF DE RÉVISIONS**  
spécialisé sur votre fac

**Contactez nos conseillers pédagogiques**

 **tél 01 42 50 22 30**

**WWW.CENTREDEFORMATIONJURIDIQUE.COM**

**N°1**  
DES COURS  
DE SOUTIEN  
EN DROIT

# Édito

## LE PETIT JURISTE

15, avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris  
Tél. : 01 45 02 25 00 - Fax : 01 45 02 25 01  
www.leadersleague.com

### Directeur de la publication

Pierre-Étienne Lorenceau,  
pel@magazine-decideurs.com

### Rédaction

Rédacteur en chef  
Pierre Allemand

Rédactrice en chef adjointe  
Clémentine Anno

### Studio graphique

Création & graphisme  
Héloïse Daubannes  
Marie-Ange Jean-Pierre

### Photographies

Shutterstock.com

### Responsable partenariats

La régie Alpaga Média  
contact@alpagamedia.com

Dépôt légal à parution : novembre 2008 - Imprimerie Evoluprint  
Numéro ISSN : 24173606  
Association culturelle loi 1901

Une publication du groupe : Leaders League SARL - N° RCS Paris : B422 584 532  
Principal associé : Pierre-Étienne Lorenceau.

### Remerciements particuliers

Merci Jacquouille pour avoir réussi à trouver la paix avec toi-même. Merci à toutes les bibliothèques de France qui mettent le chauffage à fond pendant l'hiver. Merci au café d'exister et de donner du goût à nos pauses. Merci au papier et au stylo grâce auxquels nous sommes là aujourd'hui. Merci à Clémentine pour son sourire légendaire. Merci à Marine qui s'habille comme Clémentine. Merci au téléphone grâce auquel on se déplace moins. Merci Coluche, tu nous fais bien marrer à la rédaction. Merci.

POWERED BY

  
LEADERS LEAGUE



Pierre Allemand  
*Rédacteur en chef*

## Réviser pour mieux régner

Les révisions vous font peur, et vous savez pourquoi. Parce que vous n'êtes pas prêts ! Alors, pour vous aider, nous vous proposons un dossier spécial consacré à cette belle période de l'année. Comment aborder les révisions en toute sérénité ? Comment ne pas se sentir dépassé ? Faut-il préparer des fiches ? A-t-on le droit de sortir et s'amuser ? Les réponses à ces questions seront les vôtres, car il n'y a pas de règle. Le principal étant de trouver le bon équilibre pour noircir la copie blanche avec ce que vous aurez appris pendant l'année. Toute l'équipe souhaite bon courage aux petits juristes qui nous lisent depuis maintenant plus de 10 ans !

Mes révisions ?  
#JamaisSansGualino



Avec **Les Carrés ROUGE**,  
je fais le point sur l'Essentiel de la matière.



Grâce aux **Annales d'examens corrigées et commentées**,  
je m'entraîne à tous les types d'épreuves et bénéficie de corrigés  
détaillés annotés de conseils méthodo et pratiques.

# Sommaire

P.6 L'actualité en bref

**P.10**



**Stratégie d'examens et partiels**

**Méthode, outils, prépa**

P.12 5 conseils pour optimiser ses révisions de partiels

P.14 Ficher ses cours de droit, comment être efficace ?

P.16 Réviser grâce à son smartphone

**P.20**



**Legaltech**

P.20 Découverte

P.21 Entretien avec Emmanuel Bréard, product manager, Hyperlex

**P.18**



**Débat de société**

Bioéthique, vers une redéfinition du concept de filiation ?

**Plan de carrière**

P.22 EFB : futurs avocats, élargissez vos horizons !

P.24 Tout savoir sur les stages : CV, statut

P.26 Offres de stage

**P.22**



P.30 Culture du droit

### DROIT DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE



© Natalia Deriabina

#### GESTATION POUR AUTRUI

## Mère d'intention versus mère biologique

La convention de gestation pour autrui ne vient pas faire obstacle à la transcription à l'état civil français d'un acte de naissance établi à l'étranger, lorsque ce dernier mentionne les liens de filiation biologique. La réalité biologique prévaut. Si cette jurisprudence ne pose aucune difficulté quant au père de l'enfant, il en est tout autre quant à la mère biologique. Au sein de son arrêt du 5 octobre 2018 (n° 10-19053) la Cour de cassation réunie en assemblée plénière a soulevé différentes problématiques.

Faut-il effectuer une distinction selon que l'enfant est conçu ou non avec les gamètes de la « mère d'intention » ? « En refusant de transcrire sur les registres de l'état civil l'acte de naissance d'un enfant né à l'étranger à l'issue d'une gestation pour autrui en ce qu'il désigne la "mère légale" comme étant la "mère d'intention", alors que la transcription de l'acte a été admise en tant qu'il désigne le "père d'intention", père biologique de l'enfant, un État-partie excède-t-il la marge d'appréciation dont il dispose au regard de l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ? Dans l'hypothèse d'une réponse positive à l'une des deux questions précédentes, la possibilité pour la mère d'intention d'adopter l'enfant de son conjoint, père biologique, ce qui constitue un mode d'établissement de la filiation à son égard, permet-elle de respecter les exigences de l'article 8 de la Convention ? » À ce propos, l'assemblée plénière vient de réaliser une grande première ! Les juges de la Cour de cassation ont sollicité l'avis consultatif de la Cour européenne des droits de l'homme. Cette procédure est rendue possible depuis l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2018 du protocole n° 16 à la Convention européenne des droits de l'homme.

### PROCÉDURE CIVILE

## Retrait d'une canalisation et compétence juridictionnelle

Le propriétaire d'un terrain assigne une commune et le syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable des Amognes en retrait d'une canalisation d'alimentation en eau potable traversant sa propriété. À ce titre, il est invoqué l'existence d'une voie de fait. Au sein de l'arrêt du 11 octobre 2018 (17-17.806) les juges de la troisième chambre civile de la Cour de cassation estiment que la demande en retrait de la canalisation d'alimentation en eau potable relève uniquement de la compétence de la juridiction administrative.

### PROCÉDURE CIVILE

## Inscription des médiateurs sur la liste dressée par chaque cour d'appel

Par deux arrêts du 27 septembre 2018, la Cour de cassation a apporté des précisions quant aux conditions d'inscription sur la liste des médiateurs judiciaires dressée par chaque cour d'appel, énoncées au sein de l'article 2 du décret n° 2017-1457 du 9 octobre 2017. Le dispositif et les motifs du premier arrêt (n°18-60091) rendu par les juges de la deuxième chambre civile indiquent que la justification de l'obtention d'un diplôme n'est pas exigée. Seules une formation et une expérience attestant l'aptitude à la pratique de la médiation sont nécessaires. Il s'agit d'une application *stricto sensu* du paragraphe 3 de l'article 2 du décret susvisé.

D'autre part, au sein du second arrêt (n° 18-60132), il est précisé qu'une demande d'inscription ne peut être rejetée aux motifs que l'éloignement géographique du candidat pourrait générer un surcoût de la médiation et témoignerait de la méconnaissance par le médiateur du contexte local.

### DROIT COMMERCIAL

## CARTES SIM ET CARTON ROUGE

La Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) 13 septembre 2018, aff. C-54/17 et C-55/17 qualifie de « pratiques commerciales déloyales » au sens de la directive 2005/29/CE du 11 mai 2005, le fait pour des opérateurs de vendre des cartes SIM avec des fonctionnalités de navigation et de messagerie vocale payantes préinstallées et préactivées, sans en informer le consommateur.



## DROIT RURAL

### Peu important les litiges entre preneur et bailleur, pourvu que ce dernier soit payé

Peu importe la cause qui a conduit le preneur à ne pas payer ses fermages. La résiliation du bail rural peut intervenir si le bailleur justifie que deux défauts de paiement de fermage peuvent être justifiés après l'expiration d'un délai de trois mois suivant la mise en demeure. À savoir que cette dernière doit rappeler, à peine de nullité, les dispositions des articles L. 411-53 et L. 411-31 du Code rural.

## DROIT DES CONTRATS

### Une indemnité d'immobilisation versée par l'agent immobilier

Aux termes d'une promesse unilatérale de vente, une indemnité d'immobilisation s'élevant à 10 % du prix de vente a été prévue par les parties au cas où la vente n'aurait pas lieu à la date déterminée. Le versement d'une partie de la somme prévue au titre de l'indemnité d'immobilisation au notaire, a été effectué par l'agent immobilier. Ce dernier aurait disposé des fonds prêtés par ses soins au bénéficiaire.

La Cour de cassation retient que le paiement effectué par l'agent immobilier sans mandat exprès est illicite. Ce caractère illicite, mais non immoral, ne le prive pas pour autant de son droit à restitution.

## DROIT DU TRAVAIL

### SIMPLE RAPPEL À L'ORDRE

Au sein de l'arrêt rendu le 19 septembre 2018 (n°17-20193), les juges de la chambre sociale de la Cour de cassation rappellent expressément que le rappel à l'ordre adressé par l'employeur à son salarié ne constitue pas une sanction disciplinaire.



## Notaires

### Révolution au sein des études !

Le premier acte authentique électronique à distance a été signé le 11 octobre 2018. Une vente en l'état futur d'achèvement, passée dans deux études situées en Ile-et-Vilaine en présence des clients, a bénéficié de ce système numérique et authentique. Ce procédé avait été testé lors du 113<sup>e</sup> Congrès des notaires de France tenu à Lille en septembre 2017.



© Caetan-L

## DROIT SOCIAL

### Salaire et prime de treizième mois

Il convient de limiter l'extension du principe à « travail égal, salaire égal » qui peut tendre à prendre des proportions importantes. Les salariés cadres et non cadres ne sont pas placés dans une situation identique au regard du travail à accomplir. Ces derniers ne peuvent donc prétendre à la prime de treizième mois versée aux cadres en contrepartie du travail accompli par leurs soins. Cette solution (Cass. Soc., 26 septembre 2018, n° 17-15.101 à 17-15.133, 17-15.135 à 17-15.141) vaut à condition que cette prime ne soit pas destinée à compenser une sujétion particulière ou n'ait pas d'objet spécifique « étranger au travail accompli ». Dans ce cas, ce treizième mois participe à la rémunération annuelle, au même titre que le salaire de base.

DROIT INTERNATIONAL



© Tuangrong Soraprasert

## LE VENEZUELA à l'épreuve de la Cour pénale internationale

Le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) et l'ambassadeur de la Colombie aux États-Unis se sont prononcés en faveur d'une intervention humanitaire au Venezuela. Le pays subit actuellement une crise sans précédent, marquée par une hyperinflation et une carence en nourriture et médicaments. En outre, le Venezuela a été classé en 2017 comme le deuxième pays le plus dangereux au monde. La plupart des Vénézuéliens émigrent, mais le gouvernement nie la migration et la crise humanitaire que connaît le pays. Plusieurs États, soutenus par la France, ont saisi la Cour pénale internationale pour une demande d'enquête sur de possibles crimes contre l'humanité.

MARIE-LOUISE BOSSARD

DROIT PÉNAL

## Outrage sexiste : une contravention d'origine légale ?

Si les crimes et les délits sont déterminés par le législateur, les contraventions sont, quant à elles, l'apanage du gouvernement. « *L'outrage sexiste* », introduit à l'article 621-1 du Code pénal à la faveur d'une loi du 3 août 2018, ainsi que le recours à la prostitution sont les seules contraventions d'origine législative. Cela leur confère indubitablement une plus forte légitimité démocratique, via le passage devant la représentation nationale, tout en leur donnant les avantages des contraventions : procédure simplifiée, moyens de preuve allégés et absence de démonstration de l'élément moral de l'infraction.

Autre avantage, les peines contraventionnelles se cumulent là où les peines délictuelles se confondent. Pour une meilleure répression, exit donc la confusion avec une éventuelle agression sexuelle ou un harcèlement sexuel. Rapidité et efficacité.

THIBAUT CAMPAGNE



## LE PETIT JURISTE Y ÉTAIT

Le 6 octobre dernier, *Le Petit Juriste* tenait son traditionnel stand au Salon du livre juridique. Au programme : présentations et dédicaces d'ouvrages ; discours du président du Conseil constitutionnel ; tirage au sort, chasse au trésor. Et, pour la première fois, un espace dédié aux *legaltechs*.

L'équipe a même eu sa photo avec la ministre de la Justice, Nicole Belloubet. Le Prix du livre juridique a été remis à **Christophe Jamin et Fabrice Melleray** pour l'ouvrage *Droit civil et droit administratif, dialogues sur un modèle doctrinal* (éditions Dalloz, 40 €).



“  
**LE SITE LEADER DE L'EMPLOI JURIDIQUE,  
DES FORMATIONS ET DE LA COMMUNICATION DIGITALE\***  
”



## EMPLOIS & STAGES

25000 offres déposées



## FORMATIONS

2000 formations référencées



## CANDIDATS

70000  
profils inscrits



## ACTUS & CONSEILS

1500 articles rédigés



## EMPLOYEURS

4500 recruteurs présentés



\*Une communauté de plus de 200 000 juristes sur les réseaux sociaux.

# Dossier



---



## STRATÉGIE D'EXAMENS ET PARTIELS MÉTHODE, OUTILS, PRÉPA

Quelle est la meilleure méthode pour réviser ?

Faut-il ficher ses cours ?

Quelles sont les applis dédiées aux étudiants en droit ?

5

conseils pour  
optimiser ses révisions  
de partiels



Une sélection d'applis  
pour réviser sur  
son smartphone

« Une fiche de révision doit  
être la plus claire possible  
pour faciliter l'apprentissage »

Soline Barathon, cofondatrice, **Révisé ton droit**



# 5 conseils pour optimiser ses révisions de partiels

Ça y est, le compte à rebours est lancé ! À quelques semaines des partiels, la tension monte. Comment faire pour retenir cette masse gigantesque d'informations ? Pas de panique ! Pour bien réviser les partiels, il faut avant tout adopter une méthode efficace.

## Conseil n° 1 Établir un planning de révisions

Pour élaborer son planning, l'idéal est de noter dans un tableau les différentes plages horaires de révisions, et les matières à réviser pendant ces périodes. Cela permet de s'assurer qu'une matière n'est pas négligée, voire oubliée.

Une fois dans la période de révisions, avant chaque plage horaire de travail, il faut se fixer un objectif de travail. Par exemple, vous avez prévu de réviser le droit des obligations pendant deux heures, il faut donc vous fixer comme objectif de travailler entièrement toute la partie du cours relative à la formation du contrat. Bien entendu, l'objectif doit être à la fois réalisable et motivant ! Il ne faut pas hésiter à se fixer un objectif, par exemple, consacrer un laps de temps X à une révision. Cela aide à ne pas lever le nez et à réviser de manière très efficace.

### LE PLANNING DE RÉVISIONS PERMET

- **De se motiver pour travailler.** Mettre par écrit ce que l'on doit faire ne laisse, en quelque sorte, plus le choix. Nous voilà contraints de travailler, car devons respecter notre planning.
- **De répartir son temps de travail.** Il ne faut pas hésiter à prévoir un nombre d'heures de travail proportionnel au coefficient de la matière. Ainsi, pour les matières à faible coefficient, est-il préférable de prévoir dans son planning un nombre d'heures de travail plus faible que pour les matières à gros coefficient.
- **D'avoir les idées claires.** Avec un planning, tout est clair et il faut simplement le suivre. Chaque décision que l'on prend dans une journée est source de fatigue. Or, les révisions sont généralement une période très épuisante en raison de la quantité d'informations qu'il faut assimiler. En sachant déjà à l'avance ce qu'il reste à faire, on peut alors se concentrer à 100 % sur les révisions.

Il faut effectuer ses révisions dans un lieu adapté au travail et à l'apprentissage. Certains préfèrent réviser à la bibliothèque, d'autres chez eux. De même, certains travaillent plus efficacement en s'isolant, quand d'autres planchent en groupe pour échanger sur le cours, donc éventuellement mieux le comprendre. Le principal est de bien se connaître, pour faire le bon choix. Il est très important de se sentir bien dans le lieu que vous aurez retenu, pour mieux vous concentrer sur les révisions. Il faut limiter le plus possible les éléments perturbateurs, les distractions éventuelles. Ainsi, vous devez éteindre votre smartphone pendant les plages horaires de révisions. Oui, c'est dur ! Entre les notifications Facebook, les textos des amis et la tentation d'aller vérifier le nombre de likes sur sa dernière photo Instagram, pas facile de résister. Mais c'est justement pour toutes ces raisons qu'il faut éteindre son téléphone. Impossible de se concentrer en étant constamment assailli de notifications.

## Conseil n° 2 Choisir un lieu adapté

**E**n droit, les cours sont très longs. Parfois plus de 100 pages. Et à deux semaines des partiels, lorsqu'il y a 800 pages de cours à connaître, même en travaillant nuit et jour, impossible de tout mémoriser. Les fiches de révisions doivent représenter environ un tiers de la densité des cours. Cela permet ensuite d'apprendre uniquement ce qui est important sans perdre de temps avec les détails et les éléments « superflus ». Plus facile à dire qu'à faire. D'autant que remplir des fiches prend énormément de temps ! Mais cela vaut le coup, car, avec des fiches, l'apprentissage pendant les révisions est beaucoup plus rapide. Pour ceux qui n'ont pas eu le temps de préparer des fiches, il est toujours possible de surligner ses cours pour faire apparaître les éléments essentiels. Il ne faut pas hésiter à utiliser un code couleur, car cela permet ensuite d'apprendre avec la méthode des couches successives.

Conseil n° 3  
**Apprendre grâce à des fiches de révisions**

Conseil n° 4  
**Appliquer la méthode des couches successives**

**UNE MÉTHODE D'APPRENTISSAGE DIABOLIQUEMENT EFFICACE**

**O**n peut avoir l'impression que cette manière d'apprendre fait perdre du temps. Mais c'est, en réalité, une excellente méthode pour comprendre la structure du cours et mieux le retenir. Rien n'est plus inefficace que de réviser un cours de manière linéaire. Au contraire, non seulement les étudiants qui appliquent cette méthode passent plus de temps sur les éléments essentiels de leur cours, mais, plus encore, les informations contenues dans le cours sont mieux classées dans leur esprit. Un peu comme s'ils rangeaient chaque information dans différents sous-dossiers, eux-mêmes rangés dans des dossiers. S'ils sont interrogés sur un passage précis du cours, ils savent clairement où se situe le passage en question, quels sont les éléments et points qui lui sont liés, etc. Il ne reste alors qu'à ouvrir le dossier correspondant pour traiter la question.

Elle consiste à comprendre la structure du cours, en le décortiquant couche par couche. Il s'agit de hiérarchiser les informations, c'est-à-dire de distinguer les éléments essentiels de ceux qui le sont moins.

- La première couche correspond à **la structure générale du cours**, c'est-à-dire les titres et sous-titres.
- La deuxième couche correspond **aux définitions, aux articles de loi, aux grands principes et aux éléments importants**.
- La troisième couche correspond **aux exemples, aux débats doctrinaux et aux points** qui permettent d'aller plus loin, qui donnent davantage de détails.

Après avoir identifié chaque couche, il est conseillé d'utiliser un code couleur pour les distinguer. Il faut ensuite lire le cours (ou ses fiches) en 3 étapes.

- Étape 1 : première couche.
- Étape 2 : première couche + deuxième couche.
- Étape 3 : première couche + deuxième couche + troisième couche.



**C**ela peut surprendre. Vous pourriez penser que plus vous travaillez, plus vous avez de chances de réussir. Ce n'est pas totalement vrai. En réalité, la réussite aux partiels tient plus à la qualité du travail qu'à la quantité. C'est pourquoi, il faut prévoir dans son planning de révisions des pauses régulières. C'est absolument indispensable pour rester efficace et concentré une bonne partie de la journée. Il est possible, par exemple, de prendre des pauses de 30 minutes toutes les deux heures, ou des pauses de 10 à 15 minutes toutes les heures. À chacun de trouver le rythme qui lui convient. Il est également important de penser à bien dormir (au moins sept heures par nuit, voire huit à neuf heures pour être dans une forme olympique). Cela évite de somnoler pendant la journée et de perdre du temps. Enfin, il est primordial de manger sainement et de continuer à faire du sport, car cela booste la mémoire.

Conseil n° 5  
**Ne pas trop en faire**

# Ficher ses cours de droit Comment être efficace ?

Pour beaucoup d'étudiants, la période des partiels est précédée d'une étape importante l'écriture de fiches de révision. Colorées, surlignées, manuscrites ou dactylographiées, ces fiches doivent être optimales et rassurantes, pour appréhender au mieux l'étape cruciale des épreuves de fin de semestre.



Par **Soline Barathon**

cofondatrice de  
**Réviser ton droit**

[www.revisetondroit.com](http://www.revisetondroit.com)

## 1 Commencer par le plus difficile

Les études de droit demandent une très bonne connaissance de nombreuses matières. Face à cette masse de travail, **il est nécessaire de savoir par où commencer pour éviter toute perte de temps et toute démotivation.**

Parce que la période de révision est longue et épuisante, il est conseillé de commencer par la matière avec laquelle vous avez le moins d'affinités, ou celle dans laquelle vous êtes le moins à l'aise. En s'y prenant à l'avance, cela vous permet d'être beaucoup plus apte à vous torturer l'esprit sur cette matière que vous aimez le moins.

## 2 Utiliser le plan du cours

Le plan du cours est le **squelette de la fiche de révision**. Les titres et sous-titres donnent la chronologie de la partie et permettent de bien se situer dans l'ensemble du cours. En suivant cette méthode, la fiche de révision apparaît organisée, donc plus claire. D'un seul coup d'œil, il est alors possible de visualiser la ligne directrice du cours, devenant par la suite un bon moyen mnémotechnique. Par ailleurs, il peut être utile, surtout pour les matières les plus complexes, de faire une fiche exclusivement réservée à l'annotation du plan global du professeur.

## 3 Synthétiser

Puisque la fiche ne doit pas être une répétition du cours, **il est nécessaire de résumer le contenu des notes** présent pendant le cours magistral : chaque phrase doit être résumée par un mot ou une idée brève. Par exemple, à partir d'une phrase complète telle que : « *Le contrat synallagmatique est une convention par laquelle les parties s'obligent de manière réciproque, et il est défini à l'article 1106 du Code civil.* » Il est préférable d'écrire : « *Contrat synallagmatique : obligation réciproque entre les parties (art. 1106 Code civil).* » La question du format de la fiche peut aussi se poser : faut-il rédiger ses fiches sur une feuille A4 ou une fiche cartonnée type « bristol » ? En réalité, peu importe son format tant qu'elle est suffisamment synthétique pour être lue et comprise en un rapide coup d'œil.

## 4 Faire des fiches visuelles

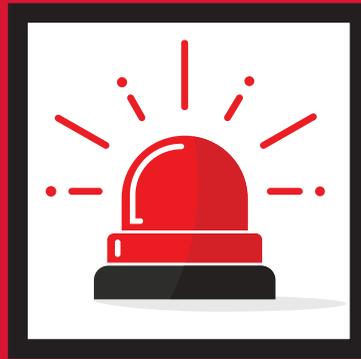
Une fiche de révision doit être la plus claire possible pour faciliter l'apprentissage. Il ne faut donc pas recopier le cours, et utiliser des techniques plus visuelles. L'utilisation de tirets, tableaux, images, schémas ou, encore, de mind-map (une carte mentale permettant de représenter visuellement la pensée par un cheminement logique) est un bon moyen de repérer rapidement les idées principales du cours. De même, l'utilisation d'un code couleur fixe permet de mieux mémoriser les éléments de la fiche.

## 5 Travailler régulièrement

Pour réaliser une fiche de révision efficace, il est important d'avoir lu et compris son cours. Pour cela, il est impératif de travailler régulièrement et, pourquoi pas, de rédiger ses fiches durant les jours qui suivent le cours magistral. La fiche de révision est surtout un moyen de se remémorer le cours quelques jours avant les épreuves. Le succès aux partiels ne réside pas dans l'écriture des fiches de révision en amont, mais bien dans la lecture et la compréhension du cours dans sa globalité.

# ALERTE ROUGE

## LES PARTIELS ARRIVENT !



### 1. Je dope mon cerveau avec les Aide-Mémoire



Des schémas, des fiches et des graphiques pour mieux mémoriser mes matières

### 2. Je m'entraîne avec les Annales Dalloz



Des annales corrigées les plus récentes couvrant le programme avec une méthodologie adaptée aux exigences de mes matières

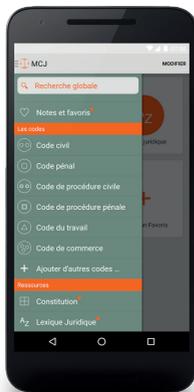
# DALLOZ

# Réviser grâce à son smartphone

Que ce soit au bord de la piscine, devant un cocktail en soirée, dans la salle d'attente d'un médecin, dans le métro, le train, en direction de la faculté, en week-end dans la maison familiale, l'étudiant en droit est surtout *overconnected* avant d'être *overbooked*... Gardez votre smartphone en main ! On vous donne toutes les clés pour scroller des informations juridiques, et vous aider à vous perfectionner !

## Les applications

### Juridiques



➤ **Mon Code Juridique**  
ou « **MCJ - Le droit français** »  
C'est l'application indispensable. Aussi légère que votre Smartphone vous allez pouvoir vous sentir léger et briller à tout moment en société en dégainant plus vite que votre ombre l'ensemble des codes, la jurisprudence, et un flux d'actualité mis à jour en temps réel...

Les + : une application complète et gratuite.  
Les - : la gratuité a une certaine limite.



➤ **Daloz Etudiant**  
L'actualité juridique n'aura plus de secret pour vous, grâce à ce grand éditeur.

Les + : une analyse complète à la pointe de l'actualité.  
Les - : la nécessité de s'abonner.



➤ **Lexis Nexis 360**  
C'est l'application qui simplifie votre quotidien.  
Les + : toute l'expertise de Lexis Nexis sur une appli.  
Les - : la nécessité de s'abonner.

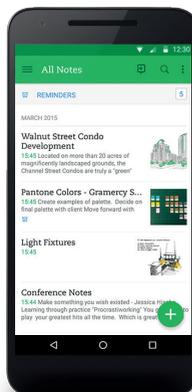


➤ **Licence Droit Révision**  
L1-L3 avec des quizz, et des fiches sur les grands thèmes.  
Les + : les tests.  
Les - : l'inscription même si elle est gratuite.

### Non juridiques



➤ **Projet Voltaire**  
Finis les doutes en orthographe. Devenez un juriste digne de ce nom.  
Les + : réviser son orthographe.  
Les - : aucun.



➤ **Evernote**  
L'application qui vous permet de relier l'ensemble de vos cours et, surtout, de les relire.

## Les sites web

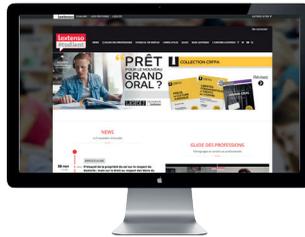


### UNJF

Le site de l'université Numérique Juridique Francophone comprend plus de 100 cours et autant (ou presque) d'exercices interactifs.

[www.cours.unjf.fr](http://www.cours.unjf.fr)

Les : des cours élaborés par des professionnels.



### Lextenso étudiant

Le site dédié à la communauté des étudiants en droit !

[www.etudiant.lextenso.fr](http://www.etudiant.lextenso.fr)

Les : un guide des professions en vidéo.

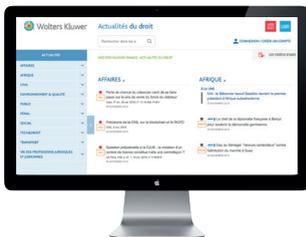


### Éditions Francis Lefebvre

Le site des Éditions Francis Lefebvre publie *La Quotidienne*.

[www.efl.fr](http://www.efl.fr)

Les : journal d'actualités juridiques et comptables gratuit.  
Les : inscription obligatoire pour avoir accès à des livres blancs.



### Actualités du droit

Le site de Wolters Kluwer.

[www.actualitesdudroit.fr](http://www.actualitesdudroit.fr)

Les : actualités classées par matière et par profession du droit et rubrique legaltech.  
Les : plusieurs formules payantes.



### Lexis Actu

Les news publiées en temps réel.

[www.lexisactu.fr](http://www.lexisactu.fr)

Les : veille juridique personnalisée grâce au choix de 13 matières.  
Les : site payant.



### Dalloz Actualité

L'actu au quotidien.

[www.dalloz-actualite.fr](http://www.dalloz-actualite.fr)

Les : onglet dédié aux actus de la profession d'avocat.  
Les : seulement une partie des actus en accès gratuit.

## Youtube



### Angle droit

Le droit sous un nouvel angle.

Les : ses vidéos ludiques.  
Les : ses vidéos trop ludiques et on n'a toujours rien révisé avec tout ça...



### Le Justicier

Prêt pour une présentation du métier d'avocat ?

Les : sa présentation du métier d'avocat.  
Les : les monologues.

# Vers une redéfinition du concept de filiation ?

Le Conseil consultatif national d'éthique (CCNE) a rendu, le 25 septembre 2018, son avis sur la révision des lois bioéthiques. Objectif : faire évoluer le droit face à l'avancée irrémédiable de la science.

**L**e CCNE revient sur l'évolution du contexte, depuis 2011, date de la dernière révision législative en matière de bioéthique, et souligne la nécessité de revenir devant la représentation nationale. Sont également envisagés divers cas particuliers, dont l'un retient l'attention, car il catalysera à n'en pas douter la crispation de l'opinion publique vers un nouvel affrontement sociétal : la procréation médicalement assistée (PMA).

## DE L'AVANCÉE DES SCIENCES AUX PRÉTOIRES

La science a-t-elle des limites ? Doit-elle en avoir ? Doit-on limiter l'usage des connaissances scientifiques ? La liste des interrogations ne cesse de s'allonger à chaque découverte scientifique. Car « toute science crée une nouvelle ignorance », résumait Henri Michaux.

1984. Dans un désert légal des plus arides, Corinne Parpalaix obtient des tribunaux la possibilité d'utiliser les gamètes conservés de son défunt mari aux fins d'insémination post mortem. La science a trompé la mort, l'enfant peut naître d'un géniteur prédécédé. Il faudra cependant attendre 1994<sup>1</sup> pour que le législateur encadre l'utilisation de la science à des fins médicales. Les textes visaient naturellement les situations existantes, mais toute l'ambition de ces lois réside aussi et surtout dans la prospective. Obligation était également faite dans la loi d'ouvrir une révision à période prédéfinie pour tenir compte des avancées futures de la science.

## SE PRÉVALOIR CONTRE LES VIDES JURIDIQUES

1996. La naissance de Dolly, premier mammifère cloné, est l'exemple caractéristique de la nécessité de se prévaloir contre les vides juridiques. À cette époque, aucune loi ne permet d'encadrer le clonage humain, la seule limite tenant à la conscience des chercheurs. Ce n'est qu'en 2004, avec la première révision des lois bioéthiques, qu'est interdite la manipulation génétique à des fins de reproduction humaine. Exit clonage et eugénisme.

La loi accuse un retard constant sur les avancées de la science. En effet, les premiers textes législatifs étaient balbutiants, laissant peu de place à la révolution scientifique en cours.

Aujourd'hui, la donne est tout autre. Il ne s'agit plus de se prémunir contre une avancée future que l'on ne peut encore imaginer, mais au contraire d'ouvrir l'emploi à certains procédés, connus et encadrés, sur lesquels une réflexion éthique et sociétale a été menée.

Aussi, n'est-il plus possible de raisonner sur une législation française exhaustive, ni même dans le cadre de législations frontalières. Le droit français s'inscrit pleinement dans la mondialisation et doit faire face aux législations plus permissives, notamment aux États-Unis, en Belgique ou en Australie. S'il n'est plus possible d'interdire purement et simplement une pratique, la législation française peut ignorer fictivement ces actes par le recours au standard de l'ordre public. L'exemple emblématique est celui de la gestation pour autrui (GPA).

Dans certains pays, comme aux États-Unis, il est aujourd'hui possible pour un couple ou une personne seule de recourir à la GPA. En France, cette pratique est interdite. Pour matérialiser la filiation, une transcription des actes de naissances doit être réalisée par l'officier d'état civil. Or, cette transcription nécessite que l'acte initial traduise la « réalité » biologique de la mère. En France, la filiation maternelle est établie envers la femme qui a accouché de l'enfant. Les actes de naissance établissant la filiation maternelle au profit de la mère d'intention, la femme qui a voulu l'enfant, sont par conséquent contraires à l'ordre public. L'officier d'état civil n'aura d'autre choix que de refuser de reconnaître ces actes.

Le droit français s'inscrit toutefois dans un édifice juridique plus vaste, celui du Conseil de l'Europe. Les interdictions nationales peuvent ne pas être justifiées sur la scène internationale. C'est ainsi que les très célèbres arrêts *Menesson c. France et Labassée c. France* du 26 juin 2014 ont créé une brèche importante dans l'interdiction française.

Les affaires *Menesson* et *Labassée* sont similaires. Un couple stérile décide de se rendre aux États-Unis pour procéder à une GPA. De retour en France, le couple demande la transcription des actes de naissance à l'état civil. Le père biologique est reconnu, mais pas la mère d'intention, au motif d'une fraude à la loi. Aujourd'hui encore, la filiation des jumelles *Menesson* fait débat, si bien que la Cour de cassation a fait application pour la première fois, le 5 octobre 2018, du protocole n° 16 de la CEDH afin d'obtenir un avis sur la question : « *La "mère d'intention" peut-elle être reconnue en droit français comme seule mère ?* »

Si le droit ne peut pas tout régler, il doit néanmoins s'efforcer d'apporter la réponse éthique la moins attentatoire possible aux libertés individuelles. Pour acquérir une pleine légitimité, un comportement doit être reconnu par la représentation nationale. Il est des cas où ces comportements sont si clivants qu'ils répondent de la catégorie si spéciale des « débats de société » : interruption volontaire de grossesse (IVG), peine de mort, mariage pour tous... procréation médicalement assistée pour toutes ?

## DE LA PROCRÉATION À LA GESTATION MÉDICALEMENT ASSISTÉE ?

Les grands débats de société surgissent de la confrontation de visions antagonistes de la société, de la liberté contre le diktat du *pater familias*, de l'humanisme face à la sévérité exacerbée, de l'égalité face aux traditions d'un autre temps...

## « La seule solution serait alors d'ouvrir la GPA aux couples d'hommes, aux hommes seuls et, par conséquent, à tout le monde, au nom de l'égalité »

Dans son avis, le CCNE entend toucher à la création même de la famille : le lien de filiation.

La procréation médicalement assistée (PMA) est aujourd'hui strictement encadrée par l'obligation de rassembler trois conditions (un couple, vivant, en âge de procréer) visant à garantir l'objectif premier de la science : parfaire les inégalités que la nature a pu engendrer.

L'avis du CCNE apporte une vision différente du recours à la PMA, celle d'aller au-delà de la nature. Ainsi, un couple de femmes ou une femme seule pourraient avoir accès à la PMA, alors même que « *de manière naturelle* » il leur serait impossible de procréer.

Une telle position pourrait ouvrir la porte à la reconnaissance de la gestation pour autrui. En effet, l'un des principes essentiels de notre droit est celui de l'égalité.

Si les femmes peuvent aboutir à la maternité sans les hommes, au prétexte que la situation est différente en ce qu'elles portent les fœtus sans homme, les femmes ne peuvent concevoir d'embryon. Par conséquent la situation, bien que différente, créerait tout de même une rupture d'égalité entre l'homme et la femme vis-à-vis de l'accès à la parentalité. La seule solution serait alors d'ouvrir la

GPA aux couples d'hommes, aux hommes seuls et, par conséquent, à tout le monde, au nom de l'égalité.

Les débats devant le Parlement s'annoncent après, tant la vision défendue par le CCNE est en rupture totale avec la conception actuelle. Deux visions de la société vont devoir s'affronter. D'une part, la vision traditionnelle fondée sur les limites de la nature. De l'autre, une vision nouvelle fondée sur la parentalité d'intention. Si la première semble la plus défendable, l'intention, isolée de la norme sociale de l'hétérosexualité, voire de la sexualité même, n'est-elle pas déjà au centre du projet parental ?

<sup>1</sup> L. n° 94-548 du 1<sup>er</sup> juillet 1994 relative au traitement des données nominatives ayant pour fin la recherche dans le domaine de la santé ; L. n° 94-653 du 29 juillet 1994 relative au respect du corps humain ; L. n° 94-654 du 29 juillet 1994 relative au don et à l'utilisation des éléments et produits du corps humain, à l'assistance médicale à la procréation et au diagnostic prénatal.

**THIBAUT CAMPAGNE**  
Modérateur de la rubrique de droit pénal



**Cadre et déroulé du procès pénal : tout ce qu'il faut savoir pour réussir son examen.**

*Procédure pénale*,  
Coll. Le Cours Dalloz.  
Édouard Verny.  
398 pages, 25 €.

Disponible en librairie et sur [editions-dalloz.fr](http://editions-dalloz.fr)

# L comme Legaltech

**Legaltech, le mot est sur toutes les lèvres. Né de la contraction de « legal » et de « technology », il désigne les entreprises innovantes, associant nouvelles technologies et droit. Objectif? Révolutionner le monde juridique traditionnel.**

Le concept de *legaltech* est créé aux États-Unis et au Royaume-Uni dans les années 2000. Il désigne alors les entreprises qui utilisent la technologie pour automatiser des services annexes au droit: facturation, comptabilité ou classement de documents. Depuis, le sens du mot *legaltech* a évolué et englobe actuellement l'ensemble des sociétés qui mettent les nouvelles technologies au service du droit. Rocket Lawyer et legalZoom, des sociétés américaines, sont les premières *legaltech* arrivées sur ce marché fleurissant. Aujourd'hui, les États-Unis comptent environ 300 entreprises de ce type, alors que la France, qui s'est emparée du marché plus tardivement, recense près de quatre-vingts *legaltech*.

## DE QUOI PARLE-T-ON VRAIMENT ?

Ces start-up du droit permettent une digitalisation et/ou une automatisation des services juridiques. Concrètement, l'utilisation des nouvelles technologies facilite, entre autres, la création de contrats, la mise en relation des professionnels du droit avec la clientèle, l'organisation générale des structures ou, encore, la recherche documentaire.

Pour les professionnels du droit, le développement de ces *legaltech* est une aubaine: grâce à

elles, ils gagnent un temps considérable et se concentrent sur leur cœur de métier. Pour les particuliers, la digitalisation des services juridiques facilite l'accès au droit et le rend moins coûteux.

Véritable révolution, la transformation numérique des pratiques du droit intéresse au plus haut point le ministère de la Justice qui a lancé, dès 2017, le Vendôme Tech. Selon la garde des Sceaux, Nicole Belloubet, « le ministère de la Justice ne doit pas être absent de cette conversation mondiale sans fin ».





## « Le droit m'a permis de structurer ma pensée »

**Emmanuel Bréard**  
*product manager, Hyperlex*

Emmanuel fait partie de ces profils que les recruteurs aiment qualifier d'atypiques. Passionné par l'innovation, il a décidé de rejoindre l'univers de la *legaltech* française. Rencontre avec un juriste devenu product manager chez Hyperlex, start-up spécialisée dans l'automatisation de contrats.

et en combien de temps. Enfin, je vérifie que tout est fonctionnel et codé, comme on l'avait initialement imaginé, de la conception à la phase de test et à la mise en ligne du produit.

### LE PETIT JURISTE. Pourquoi avoir abandonné le droit ?

**EMMANUEL BRÉARD.** Dès la première année de licence, j'ai eu la chance d'effectuer un stage dans un cabinet d'avocats. À l'époque, mes missions se résumaient à des tâches administratives. Puis, dès la troisième année, j'ai renouvelé cette expérience avec, cette fois-ci, une plus grande implication dans les dossiers du cabinet. Cette expérience n'a toutefois pas suscité chez moi une vocation pour l'avocature. Après un master 1 en droit des affaires à Assas, mes résultats ne m'ayant pas permis d'être sélectionné dans le master 2 de mon choix, j'ai décidé de prendre une pause d'un an à Londres. J'ai fait des petits boulots, j'ai été bagagiste, puis dans l'événementiel. En parallèle, j'ai lu beaucoup d'ouvrages sur l'intelligence artificielle appliquée au droit, et j'ai commencé à m'intéresser de très près à l'univers des *legaltechs*. Grâce à cette pause, j'ai découvert que ce qui me plaît, ce n'est pas le droit, mais tout ce qui gravite autour.

### Comment s'est passé le retour en France ?

J'ai rejoint legalstart.fr, une start-up spécialisée dans la création de sociétés. Ensuite, j'ai décidé de poursuivre mes études à l'EM Lyon pour diversifier ma formation et augmenter mon employabilité. Au bout d'un an, j'ai effectué mon stage de césure en tant que *product manager* chez Hyperlex, une start-up spécialisée dans l'automatisation de contrat, qui a débouché sur un CDI.

### En quoi consiste le métier de *product manager* ?

L'objectif est d'encadrer les développements futurs en lien avec la vision de l'entreprise. Dans un premier temps, je vais à la rencontre de juristes d'entreprise et d'avocats pour comprendre leurs difficultés. Grâce à ce travail, nous pouvons réfléchir aux fonctionnalités qui leur permettraient de surmonter ces blocages. Une fois l'idée aboutie, vient la phase de maquettage et de développement de la fonctionnalité. Avec les développeurs, je m'assure de ce qui est réalisable ou non,

### Le droit est-il encore utile aujourd'hui pour l'exercice du métier de *product manager* ?

L'intelligence artificielle, il faut l'entraîner, lui soumettre des contrats, des clauses contractuelles; la machine va ensuite tout analyser. Il convient donc d'avoir de bons réflexes juridiques. Le droit m'a permis de raisonner ainsi, mais aussi de structurer ma pensée, ce qui représente une longueur d'avance par rapport à d'autres candidats qui n'ont pas un profil de juriste. Connaître le droit, c'est aussi une manière de s'adresser aux juristes et aux avocats. Le droit, c'est tout un univers qu'il est difficile de comprendre lorsqu'on n'est pas initié.

### Un message pour nos lecteurs ?

Si vous n'êtes pas sûrs d'avoir choisi la bonne voie, partez à l'aventure. Faites une pause à l'étranger, puis venez découvrir l'univers de la *legaltech*, et rejoignez-nous chez Hyperlex! ➤

PIERRE ALLEMAND

## L'EFB AVISE LES JEUNES AVOCATS Élargissez vos horizons!



### Pierre Berlioz

Depuis janvier dernier, Pierre Berlioz est à la tête de l'École de formation professionnelle des barreaux du ressort de la Cour d'appel de Paris (EFB). Dès son arrivée, le professeur et ancien conseiller du garde des Sceaux, s'est pleinement impliqué dans le chantier déjà entamé de la réforme des enseignements. Aujourd'hui, c'est un tout autre combat qu'il mène : faciliter l'accès à la collaboration pour l'ensemble des élèves avocats.

**C'**est en allant à la rencontre des barreaux du ressort que Pierre Berlioz est frappé par le discours de plusieurs bâtonniers : « *Il n'y a pas assez de candidats pour l'ensemble des offres de collaboration que proposent les barreaux.* » Après ce constat, le directeur prend conscience que la pénurie d'avocats en banlieue et en province représente une réelle difficulté pour les barreaux, sans cesse à la recherche de nouveaux collaborateurs. Sur plus de 1 500 avocats diplômés de l'EFB chaque année, seulement 10 % se tournent vers un autre barreau que celui de Paris, ce qui est regrettable selon le directeur, dans la mesure où les jeunes diplômés ne trouvent pas toujours de collaboration. À titre informatif et avec beaucoup d'espoir, il nous confie que « *le barreau de Seine-Saint-Denis propose actuellement entre 60 et 80 postes et le barreau de Sens pourrait accueillir une vingtaine d'avocats.* »

### POURQUOI CETTE « PÉNURIE » D'AVOCATS DANS LES BARREAUX DE PROVINCE ?

Selon Pierre Berlioz, il y a une méconnaissance des opportunités professionnelles qu'offrent ces barreaux et, plus généralement, certains types de structures. « *Je constate que, dans le choix des stages, les élèves avocats privilégient souvent le montant des indemnités au détriment de l'aspect formateur de l'activité exercée. Dans le même sens, les jeunes sont motivés par le confort financier que peuvent apporter certaines grandes structures, et en négligent parfois les perspectives offertes par les petites et moyennes structures,* », explique le directeur.

### AVOIR UNE VISION À LONG TERME

À la sortie de l'école, le jeune actif construit sa vie et doit se poser les bonnes questions. « *Il faut savoir ce que l'on souhaite et, surtout, avoir une vision à long terme, une vision à 360°* », affirme le directeur. Selon lui, l'attrait des grandes structures est évident, mais les autres présentent aussi de réels atouts, susceptibles de mieux convenir à ceux qui souhaitent bénéficier, par exemple, d'une certaine autonomie et diversifier leurs domaines de compétences : l'accompagnement des collaborateurs est souvent plus personnalisé dans les petites et moyennes structures, ils y ont des responsabilités plus étendues, tout en disposant de plus de temps pour développer leur propre clientèle et/ou pour leur vie personnelle. « *Exercer dans ce type de cabinets permet entre autres d'accéder plus facilement à l'association, comme de disposer de plus de souplesse dans la conciliation entre vie professionnelle et vie personnelle. Je veux vraiment que les élèves avocats aient conscience de cette diversité qui fait la richesse de la profession, et qu'ils considèrent toutes les options* », confie-t-il.

### OBJECTIF MAJEUR : QUE TOUT LE MONDE TROUVE UNE COLLABORATION

Le directeur de l'EFB ne souhaite qu'une chose : « *Il est important que les élèves avocats sachent qu'il existe des postes de collaboration pour tous les profils, toutes les personnalités et toutes les envies.* » Pour cela, l'école veut travailler en lien avec les différents barreaux et mener une vraie campagne d'information auprès des élèves avocats dès la rentrée prochaine. « *Par ailleurs, nous avons pour projet de créer un véritable Forum virtuel de la collaboration, permanent, sur lequel chaque barreau pourrait poster ses offres de collaboration. Ce "lieu" de rencontre entre les cabinets et les candidats permettrait peut-être à tout le monde de trouver sa voie* », conclut Pierre Berlioz.

CLÉMENTINE ANNO

# RENCONTREZ VOTRE EMPLOYEUR

## FORUM DES CARRIÈRES JURIDIQUES

**Vendredi 7 décembre 2018**  
Pavillon d'Armenonville, Paris



**Inscrivez-vous sur :**  
[candidats.carrieres-juridiques.paris](http://candidats.carrieres-juridiques.paris)  
#FORUMCJ

Organisé par



[Carrières-Juridiques.com](http://Carrières-Juridiques.com)  
EMPLOI, FORMATIONS ET ACTEURS DU DROIT

**LE PETIT JURISTE**

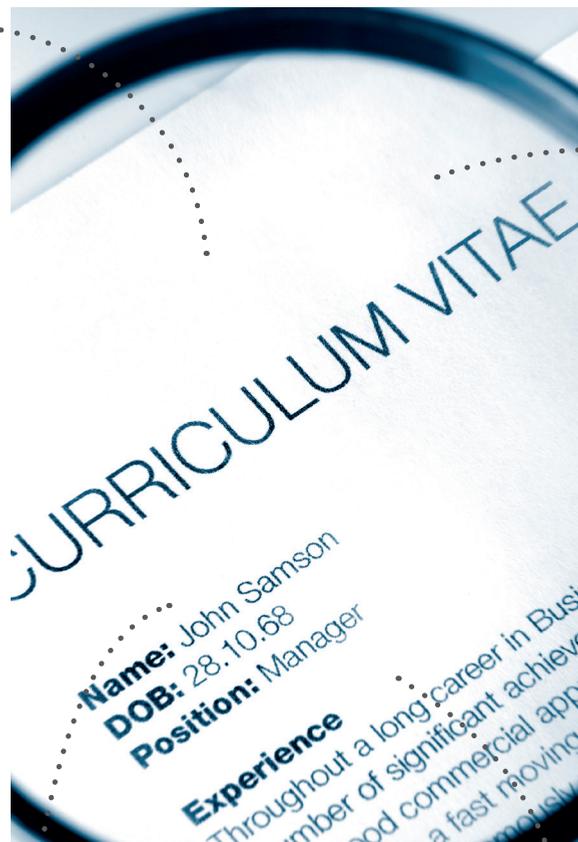
 Find your **LL.M.**

# Un atout dans votre CV

Que vous soyez en première ou dernière année de licence, cet article vous est destiné ! Les expériences professionnelles sont aujourd'hui indispensables pour décrocher un emploi, car les recruteurs attendent des candidats qu'ils soient rapidement opérationnels. Le stage reste une étape essentielle de votre parcours de formation. Il vous permet de vous familiariser avec l'univers professionnel et d'y mettre vos connaissances en application.

## LES PRÉALABLES

Préparez un CV et une lettre de motivation précisant de façon claire vos disponibilités (date d'arrivée et durée du stage). Sachez que les recruteurs préfèrent souvent des stagiaires disponibles pour une longue période. Il faut également penser à valoriser ses précédents stages et ce qu'ils vous ont apporté. Petit conseil à ceux qui n'ont jamais effectué de stage : ne négligez pas vos précédentes expériences professionnelles (jobs d'été), associatives et sportives. Elles sont intéressantes, car elles montrent votre dynamisme et votre connaissance du travail en équipe. Et enfin, veillez à personnaliser vos candidatures !



## UN STAGE EN PREMIÈRE ANNÉE : EST-CE UTILE ?

Il n'est jamais trop tôt pour effectuer un stage. Les recruteurs recherchent souvent des étudiants bénéficiant déjà d'une certaine expérience dans leur domaine, mais il n'est pas impossible de trouver un stage dès la première année de Licence. Gardez à l'esprit que, plus vous aurez fait de stages, plus il vous sera facile d'en trouver de nouveaux et d'accéder à des stages prestigieux.

## OÙ CHERCHER ? À QUI S'ADRESSER ?

N'hésitez pas à solliciter votre entourage (famille, amis, camarades). Il faut multiplier les axes de recherche, le réseau familial ou relationnel ne doit pas être négligé. Au sein de votre université, vous pouvez vous adresser au SCUIO ou, même, passer par des organisations étudiantes ou des associations d'anciens élèves. Vous pouvez également rechercher des stages sur des sites internet spécialisés, tel que *Carrières-juridiques.com*.

Les recruteurs, cabinet d'avocats ou entreprises, sont très présents sur ces sites. Enfin, vous pouvez vous rendre sur les sites de recrutement des grandes entreprises qui référencent de nombreuses offres de stage. Vous pourrez postuler en ligne, ou bien démarcher directement les entreprises où vous aimeriez travailler en envoyant des candidatures spontanées.

## QUAND CHERCHER ?

Quel que soit votre choix, n'attendez pas la dernière minute pour débiter la recherche. Trouver un stage est un travail de plusieurs semaines voire plusieurs mois. Il s'agit d'un domaine particulièrement concurrentiel. Vous devez donc entamer votre recherche entre les mois de novembre et février pour optimiser vos chances de réussite.

AMANDINE ACQUATELLA

# Le statut du stagiaire



Loi du 26 Juin 2014  
et publiée au JO  
le 11 juillet 2014  
(n° 2014-788).

## 1 La durée maximale

La durée d'un stage **ne peut pas dépasser 6 mois par année d'enseignement** (sauf dérogations). Si le stage est réalisé par périodes fractionnées au cours d'une année d'enseignement, sa durée est de **924 heures au maximum** sur l'année.

## 2 Les congés

La convention de stage doit **prévoir la possibilité de congés et d'autorisations d'absence** pour le stagiaire, lorsque le stage est d'une durée supérieure à **2 mois**. Cette possibilité est facultative lorsque la durée du stage est inférieure à **2 mois**.

## 3 La responsabilité lors d'un accident du travail

L'entreprise doit **subir le coût des réparations** si cette dernière a commis une faute inexcusable ayant eu un impact sur l'accident.

## 4 Les droits et avantages

Le stagiaire aura les mêmes droits que les salariés en termes de **tickets-restaurant et prise en charge des transports**.

## 5 La gratification minimale

La gratification est obligatoire dès lors que le stagiaire est **présent dans l'organisme d'accueil plus de 2 mois**, soit l'équivalent de 44 jours à 7 heures par jour ou à partir de la 309<sup>e</sup> heure incluse (même de façon non continue).

**La gratification minimale est de 577,50 € bruts.**

## 6 La convention obligatoire

Un stage doit obligatoirement se dérouler dans le cadre d'une convention, conforme au modèle fixé par arrêté.

## 7 La limitation du recours

Dans un organisme d'accueil d'au moins 20 salariés, le nombre de stagiaires, dont la convention de stage est en cours, **ne peut pas dépasser 15 % de l'effectif**. Les entreprises de moins de 20 salariés peuvent accueillir **3 stagiaires maximum en même temps**.

## 8 Les horaires

Le stagiaire a les **mêmes horaires** que les employés de l'entreprise et les mêmes avantages en termes de : jours fériés, repos hebdomadaires et quotidiens.





## HYPERLEX

### LEGAL EXPERT

Hyperlex simplifie l'analyse et la gestion des contrats grâce à un SaaS de nouvelle génération qui permet de gérer facilement, rapidement et automatiquement toute la vie du contrat.

- 📍 16, rue Saint-Marc, 75002 Paris
- 🎓 Bac +4 (M1), Bac +5 (M2) et plus
- € À déterminer
- 🏛️ Généraliste
- 📄 Stage
- 🔪 Juriste
- 🌐 Anglais
- 📍 M2 complémentaire, IEP, Autres



## EY SOCIÉTÉ D'AVOCATS

### AVOCAT EXPÉRIMENTÉ EN DROIT SOCIAL H/F

EY rassemble aujourd'hui 248 000 associés et collaborateurs à travers le monde dans plus de 150 pays. Grâce à ce réseau, dont le niveau d'intégration et l'ampleur internationale sont gages d'une même excellence partout dans le monde.

- 📍 Courbevoie, Île-de-France
- 🎓 Bac +5 (M2) et plus
- € À déterminer
- 🏛️ Droit social
- 🔪 Avocat
- 🌐 Anglais, français
- 📍 M2 complémentaire, CAPA



## CASINO RESTAURATION

### ASSISTANT JURIDIQUE H/F

Depuis plus de 45 ans, Casino Restauration fait évoluer le repas hors foyer et décline toutes les envies de restauration des Français à travers plusieurs concepts de restaurants.

- 📍 Saint-Étienne, Auvergne-Rhône-Alpes
- 🎓 Bac +5 (M2) et plus
- € À déterminer
- 🏛️ Droit social
- 📄 CDD
- 🔪 Assistant /secrétaire juridique



## DÉCATHLON

### ASSISTANT JURIDIQUE - DROIT SOCIAL H/F

Au cœur des Flandres à Lille, sur notre site entièrement dédié au vélo, le B'TWIN village, nos équipes talentueuses et passionnées développent un savoir-faire unique au sein de notre usine d'assemblage. En partenariat avec les équipes de conception, nous industrialisons, assemblons et rendons disponibles des vélos de qualité répondant aux différents usages et attentes de nos utilisateurs sportifs (VTT, Vélo route...).

- 📍 Lille, Hauts-de-France
- € À déterminer
- 🔪 Juriste
- 🎓 Bac +4 (M1), bac +5 (M2) et plus
- 📄 Contrat d'apprentissage
- 📍 IEP





## TOYOTA FRANCE

### STAGIAIRE EN DROIT DES ÉTRANGERS ET DROIT IMMOBILIER H/F

Toyota, officiellement Toyota Motor Corporation, est un constructeur automobile originaire du Japon. Le siège du groupe est situé dans la ville de Toyota. Il est en 2017 le premier constructeur automobile mondial en termes de performances financières devant Volkswagen et Daimler. Au sein de la Division Communication & Business Planning, rattaché(e) à l'équipe Service aux Expatriés, vous intervenez en tant que support juridique & administratif en matière de Droit des Étrangers et Droit Immobilier.



Valenciennes, Hauts-de-France, France



À déterminer



Stage



Bac +4 (M1), bac +5 (M2) et plus



Droit de l'immobilier / construction



Juriste

CMS Francis Lefebvre  
Avocats

## CMS FRANCIS LEFEBVRE

### STAGIAIRE EN DROIT BANCAIRE ET FINANCIER H/F

CMS Francis Lefebvre Avocats est l'un des principaux cabinets d'avocats d'affaires français. Il est classé 2<sup>e</sup> cabinet d'avocats français par le chiffre d'affaires et 4<sup>e</sup> par l'effectif. Son siège basé à Neuilly-sur-Seine (600 pers.) recherche stagiaire en droit bancaire et financier disponible de janvier à juin 2019.



Paris, Île-de-France, France



Bac +5 (M2) et plus



À déterminer



Droit des affaires, droit bancaire et financier



Stage



Juriste



## EY SOCIÉTÉ D'AVOCATS

### STAGIAIRE - DROIT DE L'IMMOBILIER - PARIS - 2018-2019 - H/F

EY rassemble aujourd'hui 248000 collaborateurs à travers le monde dans plus de 150 pays. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons un(e) Stagiaire en Droit Immobilier/Baux commerciaux, pour notre bureau de Paris.



Courbevoie, Île-de-France, France



Bac +5 (M2) et plus



À déterminer



Droit des affaires, droit de l'immobilier / construction



Stage



Avocat



Anglais, français



M2 complémentaire



## DLA PIPER

### STAGE - DÉPARTEMENT REAL ESTATE

Au sein d'une équipe d'une vingtaine d'avocats, dirigée par cinq associés, vous participez à la gestion des dossiers de nos clients dans tous les domaines touchant au droit immobilier (baux commerciaux, droit des contrats, droit des sociétés Corporate/M&A, construction, urbanisme). Vous contribuez à la réalisation des missions en vous impliquant directement à différents stades des dossiers.



Paris, Île-de-France, France



Bac +5 (M2) et plus



À déterminer



Droit de l'immobilier / construction



Stage



Avocat



Anglais, français



M2 complémentaire, CRFPA, CAPA, école de commerce, diplôme étranger (LLM, Dphil...)



**BVA**

## STAGE - JURISTE DROIT DES AFFAIRES (H/F)

Afin de participer à nos différents projets, nous recherchons un(e) Juriste en Droit des affaires pour un stage au sein de notre Service Juridique.

- Boulogne-Billancourt, Île-de-France, France
- Bac +4 (M1), bac +5 (M2) et plus
- À déterminer
- Généraliste, droit des affaires, droit des contrats, propriété intellectuelle / NTIC, compliance
- Stage
- Juriste
- Anglais, français
- M2 complémentaire, CRFPA



**FRANKLIN SOCIÉTÉ D'AVOCATS**

## STAGE AU SEIN DU PÔLE DROIT PUBLIC DES AFFAIRES - ACTIVITÉS RÉGULÉES ET ÉNERGIE (2<sup>ND</sup> SEMESTRE 2019)

Le stagiaire sera amené à intervenir sur les principaux dossiers du département (droit public, droit de l'environnement, etc.), en étroite collaboration avec les différents avocats de l'équipe, notamment en préparant des consultations, notes et mémorandums.

- 26, avenue Kléber, 75116 Paris
- Bac +5 (M2) et plus
- À déterminer
- Droit Public, droit de l'énergie
- Avocat
- Anglais



**LOUIS VUITTON**

## STAGIAIRE JURIDIQUE PÔLE NTIC F/H

Intégré(e) au pôle NTIC de la Direction Juridique, vous accompagnerez les juristes du Pôle dans leur activité comprenant notamment du conseil en NTIC et la gestion de contrats en matière informatique, nouvelles technologies, communication, événementielle. Dans ce cadre, vous mettrez en pratique le droit des obligations en milieu professionnel et découvrirez le fonctionnement du service juridique de Louis Vuitton.

- 75001 Paris, Île-de-France, France
- Bac +5 (M2) et plus
- À déterminer
- Droit des affaires, droit des contrats, propriété intellectuelle / NTIC
- Stage
- Juriste
- Anglais



**AIRBUS GROUP**

## STAGIAIRE JURIDIQUE ET COMPLIANCE H/F

Nos équipes travaillent avec passion et détermination pour faire du monde un endroit plus connecté, plus sûr et plus intelligent. Fiers de notre travail, nous nous appuyons sur l'expertise et l'expérience de chacun pour atteindre l'excellence. Notre diversité et notre culture du travail en équipe nous poussent à accomplir l'extraordinaire – sur terre, dans le ciel et dans l'espace.

- Élancourt, Île-de-France, France
- À déterminer
- Juriste
- Bac +4 (M1), bac +5 (M2) et plus
- Stage
- Anglais, français



## SAFRAN GROUP

### JURISTE CONTRATS INTERNATIONAUX H/F

Safran est un groupe international de haute technologie opérant dans les domaines de la propulsion et des équipements aéronautiques, de l'espace et de la défense. Implanté sur tous les continents. Vous êtes intégré(e) au sein de la Direction juridique du Groupe Safran et rattaché(e) à la responsable juridique achats Groupe. Safran est classé dans le Top 100 Global Innovators de Thomson Reuters, ainsi que dans le palmarès des sociétés où il fait bon vivre.

Issy-les-Moulineaux, Île-de-France, France

Bac +4 (M1), bac +5 (M2) et plus

À déterminer

Droit des affaires, droit des contrats

Stage

Juriste

Anglais



## MATMUT

### STAGIAIRE GESTIONNAIRE EN PROTECTION JURIDIQUE F/H

Le Groupe Matmut recherche de nouveaux talents pour accompagner sa transformation et son développement avec engagement et ambition, tout en conservant son ADN.

Confiant et bienveillant envers ses salariés, il construit avec eux des parcours professionnels motivants. Convaincu que la diversité des potentiels est une richesse, il accompagne, forme et fait grandir tous les talents.

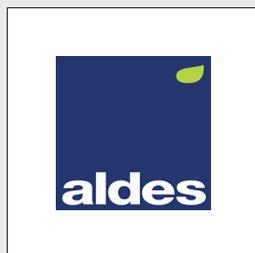
30, cours Pierre-Puget, Marseille 13006, Paca

Bac +5 (M2) et plus

À déterminer

Stage

Juriste



## GROUPE ALDES

### STAGIAIRE JURISTE AFFAIRES SOCIALES H/F

Vous désirez mettre à profit votre intérêt pour le droit social au sein d'un groupe familial et international? Mettre en pratique vos connaissances juridiques dans le milieu industriel est un challenge que vous souhaitez relever? Rejoignez-nous au sein d'ALDES afin de contribuer au bon climat social à tous les niveaux de l'entreprise! Améliorer la qualité de l'air pour améliorer la qualité de vie telle est la philosophie du groupe ALDES.

Vénissieux, Auvergne-Rhône-Alpes, France

Bac +4 (M1), bac +5 (M2) et plus

À déterminer

Droit social

Stage

Juriste



## LINCOLN

### CHARGÉ DE RECHERCHE SUR LE PÔLE JURIDIQUE ET FISCAL – CONSEIL EN RECRUTEMENT (H/F)

Au sein de l'activité recrutement, Lincoln te propose d'acquérir une connaissance approfondie du marché de l'emploi dans le secteur juridique et fiscal et des méthodes de recrutement via l'approche directe et la chasse de tête. Peu importe ton niveau de connaissance en recrutement ou tes expériences précédentes, ce stage est fait pour toi!

116, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris, Île-de-France

Bac +3 (L3), bac +4 (M1), bac +5 (M2) et plus

À déterminer

Ressources humaines

Généraliste

M2 complémentaire, CRFPA, CAPA, ENM, école notariale, école de commerce...

# Franche culture

Théâtre, littérature, salons... la rédaction vous propose sa sélection du mois.

## Théâtre



Justice

Des blocs de tissus noir et blanc servent tantôt de bureau, tantôt de dossiers client, tantôt de console. Un décor minimaliste pour une pièce traitant d'un sujet grave. **Samantha Markowic** décrit une justice française qui, par souci d'efficacité, a mis en place une procédure de comparution immédiate des délinquants au mépris de l'analyse de leur personnalité et du contexte qui les a poussés à commettre le délit. Les acteurs, brillants, ont fait de cette réalité un moment éprouvant et émouvant pour le spectateur. On valide.

Une pièce de Samantha Markowic.  
Mise en scène : Salomé Lelouch.  
Théâtre de l'œuvre, Paris. Jusqu'au 8 décembre 2018.  
Infos et réservations : [www.theatredeloeuvre.com](http://www.theatredeloeuvre.com)

## Événement



Forum des Carrières Juridiques

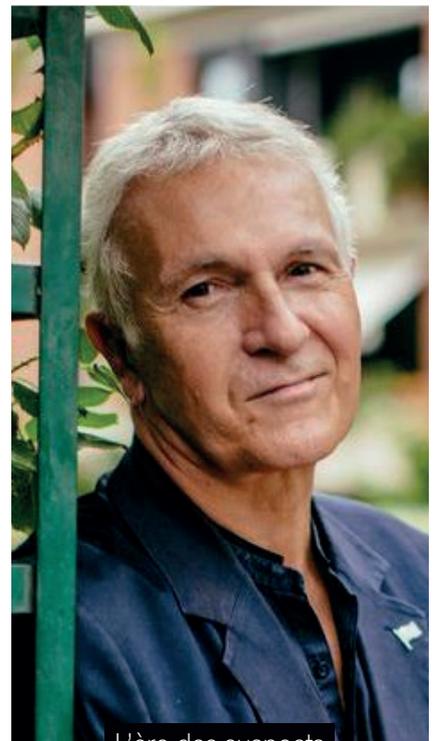
Le 7 décembre prochain, le Forum des carrières juridiques revient! Rendez-vous à 9 h au Pavillon d'Armenonville, à Paris, pour décrocher le job de vos rêves et assister toute la journée à des conférences avec les plus grands noms du milieu.

*Le Forum des carrières juridiques, c'est:*

- une journée complète dédiée au recrutement.
- De nombreuses opportunités de stages, collaborations, formations complémentaires, CDD et CDI.
- Une job fair digitale accessible un mois avant et après le forum pour candidater.
- Des stands Directions juridiques / Cabinets d'avocats / Éditeurs / LegalTech / Institutions / Formation.
- Un programme de conférences et coaching.
- Une prestigieuse remise d'awards récompensant les meilleurs experts dans leurs domaines.

Inscription obligatoire :  
[www.carrieres-juridiques.com/forum-des-carrieres-juridiques](http://www.carrieres-juridiques.com/forum-des-carrieres-juridiques)

## Littérature



L'ère des suspects



**COUP DE CŒUR**  
de la rédaction!



Un jeune homme est retrouvé mort sur les rails du RER, dans la banlieue parisienne. Des policiers seraient impliqués. **Chaque chapitre décrit le point de vue du policier, de l'étudiante en droit, à Assas, en stage pour devenir commissaire de police, de l'avocat des parents de la victime, du commissaire de police, du ministère de l'Intérieur.** Le dénouement de l'intrigue s'annonce inattendu.

Auteur : Gilles Martin-Chauffier.  
Éditions Grasset. 19,50 €.



EDITIONS  
FRANCIS LEFEBVRE

# FUTURS PROFESSIONNELS DU DROIT

**Vous méritez l'excellence**

## 3 BONNES RAISONS

DE VOUS RENDRE SUR [www.efl.fr/etudiants](http://www.efl.fr/etudiants)



Recevez un  
**MÉMENTO GRATUIT**



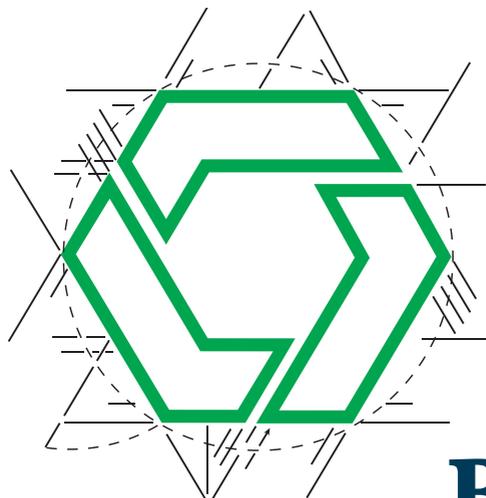
**FORMEZ-VOUS  
GRATUITEMENT**  
aux fonds documentaires



**-80%**  
**SUR VOS ABONNEMENTS**  
aux revues d'actualité

ET INSCRIVEZ-VOUS GRATUITEMENT À NOTRE NEWSLETTER «**LA QUOTIDIENNE**» !

RÉUSSISSEZ VOS ÉTUDES SUPÉRIEURES



# Ipesup

## Bénéficiez pour les admissions parallèles de l'expertise des professeurs d'IPESUP

**96%**

d'admis en ECS  
à HEC+ESSEC+  
ESCP+EML+EDHEC

**97%**

d'admis en ECE  
à HEC+ESSEC+ESCP+  
EML+EDHEC

**38,5%**

d'admis à  
Sciences Po Paris

**100%**

d'admis aux IEP  
de Province

**97%**

d'admis en  
admissions parallèles

**45%**

des admis de l'ENA  
(concours externe)



[www.ipesup.fr](http://www.ipesup.fr)

### ADMISSIONS PARALLÈLES

Concours Passerelle, Tremplin, SKEMA, TBS...

### ADMISSIONS SUR TITRES

HEC, ESSEC, ESCP Europe, EM Lyon, EDHEC...

- Prépas TAGE MAGE®, TOEIC®, Dossiers, Écrits et Oraux. Cycles continus et stages.
- Intranets, Polycopiés, Cours, TD, Conférences, Oraux blancs, Coaching.
- Depuis 1974, plus de 40 ans d'expertise pour votre réussite.

**Ipesup** 01 44 32 12 00 ■ 16-18, rue du Cloître Notre-Dame, 75004 Paris

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVÉ



<https://www.facebook.com/ipesup/>



<https://twitter.com/ipesup>